



Soutenances les 9, 10, 14, 15, 16 septembre et le 21 octobre à MINES Paris



MASTÈRE SPÉCIALISÉ®

Expert en Environnement et Développement Durable
Option INGENIERIE ET GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

**PRÉSENTATION DES THÈSES PROFESSIONNELLES
2020-2021**



Le Mastère Spécialisé® en Ingénierie et Gestion de l'Environnement est une formation spécialisée d'un an, organisée par l'ISIGE - MINES ParisTech, et destinée à de jeunes diplômés (ingénieurs, grandes écoles de management, M2 scientifique/juridique/sciences politiques), ou jeunes professionnels.

Son ambition principale est de donner aux étudiants les clés (connaissances, outils méthodologiques..) pour analyser, concevoir et mettre en œuvre les solutions (scientifiques, sociales, réglementaires, managériales...), aux enjeux de demain en matière de préservation de l'environnement et soutenabilité.

Après 6 mois de formation théorique fondée sur un enseignement multidisciplinaire, la conduite de projets et la mise en situation, la mission professionnelle en entreprise (stage ou alternance) offre aux étudiants l'opportunité d'une première expérience pratique dans le domaine. Elle se conclut par la remise d'une thèse professionnelle et par une soutenance orale.

Ce document présente les thèses professionnelles de la promotion 2020 – 2021 du Mastère Spécialisé® IGE. Ces thèses font l'objet de soutenances, certaines publiques, ayant lieu à l'Ecole des Mines de Paris, principalement du 9 au 16 septembre puis le 21 octobre 2021.

ISIGE - MINES ParisTech

35, rue Saint Honoré - 77305 Fontainebleau Cedex

Tél : 01.64.69.48.78 - Fax : 01.64.69.48.16

<http://www.isige.mines-paristech.fr>

THESES PROFESSIONNELLES

Mastère spécialisé® Expert en Environnement et Développement Durable
Option Ingénierie et Gestion de l'Environnement
2020-2021

09 /09/2021

Clara BALMISSE – La place des approches bottom-up et des expériences terrain dans les axes de la stratégie environnementale de Schneider Electric. *Soutenance confidentielle*
SCHNEIDER ELECTRIC

Sophie ACHIGAR – Construction d'une politique de réduction d'émissions de GES pour une entreprise internationale - cas du groupe Solabia, industriel du secteur de la chimie.
SOLABIA

Camille JEUNESSE – La gestion des risques climatiques pour les PME et ETI.
DIAM

Kaelig GUERNIGOU – Les spécificités de la démarche RSE d'un éco organisme : le cas d'ecosystem et de ses opérateurs de logistique et de traitement. *Soutenance confidentielle*
ECOSYSTEM

Axel SOCHON – Facteurs de réussite du déploiement local de la stratégie climat d'une multinationale au sein de ses entités africaines : le cas de Bolloré Logistics. *Soutenance confidentielle*
BOLLORE LOGISTICS

Mathilde LACAZE MASMONTEIL – Mettre en place un système de management intégré au sein d'une entreprise spécialisée dans le traitement des déchets radioactifs : enjeux, défis et perspectives. *Soutenance confidentielle*
CYCLIFE Holding

10 /09/2021

Arnaud MOROSOLI – Quelles implications des transitions numériques et environnementales pour le Lot Technique chauffage - ventilation - climatisation dans le bâtiment ? Le cas Lefort Francheteau. *Soutenance confidentielle*
LEFORT FRANCHETEAU

Gabrielle PERIER – Quels sont les leviers pour déployer une stratégie Climat robuste et opérationnelle pour le Groupe Servier ?
SERVIER

Samuel LECHAPTOIS – Entre innovation et ancrage territorial : le défi de la transition énergétique dans les territoires pour Engie Green.
ENGIE GREEN FRANCE

Clélie REYNAUD – Les crises, sources de freins et leviers pour les politiques environnementales
Secrétariat Général Ministère Transition Ecologique

14/09/2021

Lenna BERTHIE – Impact environnemental et gestion circulaire des déchets : quels outils pour mesurer la performance? Le cas de VEDIF appliqué aux déchets de chantiers. *Soutenance confidentielle*
VEOLIA ILE DE FRANCE

Mirana MENGIN – Réduction de l’empreinte carbone et émissions du Scope 3 : comment mobiliser les partenaires de l’écosystème de Movin’On LAB ?
MICHELIN

Pauline DELPECH – La réutilisation en externe des eaux usées traitées (Reclaim Externe) : une pratique à développer ? le cas Danone. *Soutenance confidentielle*
DANONE – Eaux minérales

Victor LIMOUSIN – Récupération de la chaleur fatale des déchets radioactifs : Enjeux et valorisation d’un projet RSE dans l’industrie nucléaire. *Soutenance confidentielle*
ORANO CYCLE

Solène LE PAPE – L’expert et le renforcement des capacités individuelles.
Cas de la gestion communautaire des systèmes d’approvisionnement en eau potable en zone rurale au Lesotho
URBACONSULTING

Cécile MARIETTE – La définition réglementaire d’un fonds d’investissement socialement responsable
BNP PARIBAS Asset Management France

15/09/2021

Mickaël RAOUL-VIGNAL – Identification de déterminants individuels favorables à la transition dans le secteur bancaire : le cas de La Banque Postale.
LA BANQUE POSTALE

Pierre SANTERRE FILLEUX DARRENTIERE – Quantifier pour faire exister. Étude de la fabrique de données alternatives sur les actions de protection de l’environnement
Observatoire Environnement Bretagne

Nicolas BERNARD – Les cartographies de parties prenantes et la raréfaction de l’eau, l’approche sociétale d’EDF hydro. *Soutenance confidentielle*
EDF

Maxime TRAQUELET – Evaluation de l’efficacité de l’accompagnement des structures de l’Economie Sociale et Solidaire.
FRANCE ACTIVE ILE DE FRANCE

Joas DESSERRE – Biodiversité et finance durable : quelle méthodologie d’analyse des impacts et des dépendances à l’égard de la biodiversité adopter pour un investisseur institutionnel du secteur de la santé ? Une étude comparative de trois méthodologies. *Soutenance confidentielle*
HARMONIE MUTUELLE

Louise VERRIER – Lutte contre l’artificialisation des sols et développement des énergies renouvelables : des objectifs conciliables ? *Soutenance confidentielle*

BORALEX PARIS

16/09/2021

Céleste GRILLET – Impact de l’intégration des enjeux environnementaux sur le métier de conseil en stratégie.

Soutenance confidentielle

A.T. KEARNEY

Yanis JATTI – Stratégie carbone de TotalEnergies : Quels sont les obstacles et leviers techniques, économiques et structurels pour atteindre la neutralité carbone dans le secteur de l’énergie ? L'exemple des petites usines de la compagnie TotalEnergies. *Soutenance confidentielle*

TOTAL SA

Olivier JAMES – Mise en place d’un outil de quantification matière et carbone pour accompagner la conception d’ouvrages spécifiques aux gares de SNCF G&C.

SNCF MOBILITES – Gares et connexions

Alexandre BARTHS – Du logement à l’habitat, adopter une vision systémique pour construire la ville durable

CDC HABITAT SOCIAL

Elsa SAOUABI – Une entreprise peut-elle apporter une contribution à la hauteur de l'enjeu de neutralité carbone ? Le cas de Veolia. *Soutenance confidentielle*

VEOLIA

21/10/2021

Stéphanie LUMBERS – Quels rôles peuvent jouer les mécanismes de crédits plastiques dans la lutte contre la pollution des emballages plastiques ?

ECOCERT

Océane VIDCOQ – Comment les entreprises agroalimentaires, en collaboration avec les producteurs et les experts environnementaux, peuvent-elles déployer et évaluer des pratiques agricoles durables dans leur chaîne d'approvisionnement afin d'atténuer leur impact environnemental ?

QUANTIS



**Sophie
ACHIGAR**

27 ans

Ingénieur chimiste
Chimie Paris

Doctorat en chimie
des matériaux
*Institut de
recherches Chimie
Paris*

Construction d'une politique de réduction d'émissions de GES pour une entreprise internationale - cas du groupe Solabia, industriel du secteur de la chimie

La mise en place d'une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serres (GES) devient un enjeu pour un nombre croissant d'entreprises du secteur de la chimie. Elle répond à la nécessité de diminuer les émissions mondiales de GES mais également d'anticiper les risques physiques, réglementaires ou réputationnels du changement climatique. Se pose alors la question de la construction, notamment quantitative, de la politique de réduction des émissions de GES quand chaque entreprise possède des spécificités - implantation nationale ou internationale, diversité des secteurs d'activité...

Comment construire une politique de réduction d'émissions de GES, notamment pour des entreprises implantées à l'international ?

Cette question a été étudiée dans le cas du groupe Solabia, ETI de l'industrie chimique, implantée en France, au Brésil et en Israël. A partir d'un diagnostic énergétique et d'émissions des GES, les leviers de réduction sont étudiés. Ils sont ensuite mis en perspective avec trois types d'objectifs de réduction d'émissions de GES : des objectifs liés aux scénarios climatiques, ceux alignés avec les politiques nationales des trois pays d'implantation de l'entreprise, et ceux qui ne s'inscrivent pas dans ces cadres nationaux ou de scénarios climatiques et qui sont basés sur les marges de réduction existantes.

SOLABIA – Anet (28)



**Clara
BALMISSE**

24 ans

Ingénieure
mécanique
UTC Compiègne

La place des approches bottom-up et des expériences terrain dans les axes de la stratégie environnementale de Schneider Electric

Aujourd'hui au cœur de la stratégie du groupe Schneider Electric les problématiques environnementales s'y articulent en 3 axes : *Life* (e.g. biodiversité), *Climate* (e.g. émissions CO2) et *Resources* (e.g. circularité).

L'entreprise a pris de forts engagements sur l'ensemble de la chaîne de valeurs. Les opérations du groupe doivent notamment être « Zéro CO2 » en 2030. Les sites de production sont fortement impliqués et c'est sur ce périmètre que nous travaillerons.

L'étude s'intéresse à la place des sites dans les actions mises en place pour chacun des axes de la stratégie environnementale et à l'importance des expériences terrain et approches bottom-up pour l'intégration systématique de ces axes dans les opérations.

L'analyse s'appuie dans un premier temps sur les stratégies *Climate* et *Life* qui ont d'ores et déjà des objectifs opérationnels mais qui sont structurées de manière très différente. Nous chercherons à analyser à travers les retours d'expérience, les leviers et les freins pour l'appropriation des objectifs et la mise en place effective des stratégies sur toutes les opérations.

A partir des résultats obtenus, nous nous intéressons à la stratégie *Resources*. Cet axe est aujourd'hui moins structuré que les deux autres et les enseignements de l'analyse réalisée pourra nous aider à expliquer ces difficultés. Riche de ces expériences, nous proposerons une stratégie de structuration de l'axe pour le développer également de manière systématique sur les opérations.

Schneider Electric – Rueil-Malmaison (92)



Alexandre BARTHS

25 ans

Master en
Management
spécialisation Business
International
*Toulouse Business
School*

*3 ans d'expérience en
Conseil en
Transformation
Digitale*

Du logement à l'habitat, adopter une vision systémique pour construire la ville durable

La ville contemporaine actuelle, avec tous ses dysfonctionnements, est le reflet de la non durabilité de notre société. Pour le succès de la transition écologique et solidaire, muter de la ville contemporaine à la ville durable est donc une des conditions sine qua non.

En tant qu'opérateur de l'habitat en Île-de-France, Grand Paris Habitat, GIE fondé en 2015 par le groupe CDC Habitat, doit jouer son rôle dans la transformation durable de la métropole de Paris. Conscient de sa responsabilité, le GIE s'est lancé dans la structuration d'engagements sociétaux et environnementaux pour répondre aux enjeux du territoire. Cette démarche devra permettre de prendre de la hauteur pour ne plus seulement considérer la réponse aux besoins du logement, mais plutôt intégrer une approche à l'échelle du quartier, considérant l'habitat dans son sens large, adoptant ainsi une approche systémique.

Cependant, face à la complexité de la tâche, Grand Paris Habitat souhaite prendre du recul sur la démarche en cours, pour bien s'assurer d'aller vers la durabilité.

Dans ce cadre, cette étude aura pour but d'appliquer une approche attaquant le problème sous un angle différent de la construction de la ville durable, basée sur la méthode du Natural Step. En appliquant cette méthode au quartier d'Orgemont, les résultats seront utilisés pour en retirer des enseignements à appliquer à la démarche ESE.

Groupe CDC Habitat / GIE Grand Paris Habitat - Paris



Nicolas BERNARD

26 ans

Master en
Management
Conseil & Stratégie
*Toulouse Business
School*

Les cartographies de parties prenantes et la raréfaction de l'eau, l'approche sociétale d'EDF hydro

EDF Hydro est un acteur majeur de la production d'énergie renouvelable en France.

En tant que concessionnaire des centrales et barrages hydroélectriques, EDF Hydro a une approche de dialogue et de concertation auprès de ses parties prenantes, notamment des collectivités territoriales et autorités concédantes.

Pour cela, EDF Hydro s'appuie notamment sur des sociologues des organisations pour construire sa stratégie dans les territoires. Les cartographies de parties prenantes font partie des éléments clés de ces analyses stratégiques.

En particulier, il s'agit pour EDF Hydro de concilier les besoins de tous les usagers de l'eau : pêcheurs, kayakistes, baigneurs, associations environnementales, agriculteurs, collectivités territoriales, stations balnéaires, etc.

Le contexte du changement climatique modifie la disponibilité de la ressource en eau et impacte l'équilibre de sa gestion. Cela tend inévitablement les relations qu'EDF Hydro entretient avec les acteurs du territoire. Les outils cartographiques actuels ne permettent pas de refléter les enjeux de la raréfaction de la ressource en eau, et son impact sur les relations entre ces acteurs.

Cette étude vise à réaliser :

- Une comparaison des différents outils de cartographie des parties prenantes existants.
- Une cartographie d'un ou plusieurs barrages EDF Hydro en prenant en compte la raréfaction de la ressource en eau.

EDF Hydro - Paris



**Lenna
BERTHIE**

24 ans

Ingénieure agronome
*Ecole d'Ingénieurs de
PURPAN (INP Toulouse)*

Impact environnemental et gestion circulaire des déchets : quels outils pour mesurer la performance? Le cas de VEDIF appliqué aux déchets de chantiers

Veolia Eau Ile de France (VEDIF) est le délégataire du Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF) depuis 2011. VEDIF s'inscrit comme étant l'un des acteurs principaux de la gestion de l'eau potable en Ile de France où il approvisionne 4,6 millions de personnes en eau potable sur 151 communes.

Au vu du contexte actuel, l'enjeu environnemental s'ancre dans les missions et les objectifs à court et long terme de VEDIF. L'entreprise se doit d'avoir une empreinte environnementale la plus faible possible.

La thèse professionnelle s'articule autour de la réduction de cette empreinte environnementale en se focalisant sur la gestion des déchets produits par l'entreprise, et plus spécifiquement sur les déchets de chantier.

Un état des lieux a été réalisé afin de poser le cadre réglementaire et d'identifier les déchets produits (nature, volumes) ainsi que les filières de valorisation associées.

Afin de mesurer la performance de VEDIF quant à sa capacité à réutiliser ses déchets et développer l'économie circulaire, le déploiement d'un indice de circularité, en lien avec une Analyse de cycle de vie (ACV) permettra d'identifier les solutions de valorisation les plus performantes à mettre en place du point de vue environnemental.

Veolia Eau Île de France – Nanterre (92)



**Pauline
DELPECH**

27 ans

Master en Marketing
AUDENCIA Nantes

*4 ans d'expérience en
marketing et études de
marché en France et à
l'étranger*

La réutilisation en externe des eaux usées traitées (Reclaim Externe) : une pratique à développer ? Le cas Danone.

Sous sa signature « One planet One health », Danone, entreprise agroalimentaire française d'envergure mondiale se mobilise pour répondre aux attentes de plus en plus prégnantes des consommateurs concernant la préservation de l'environnement.

En 2020, avec le lancement de sa Water Policy, le Groupe s'engage plus particulièrement sur la thématique de la gestion des ressources en eau et propose une stratégie exhaustive basée sur 3 piliers : l'amélioration des pratiques agricoles et la préservation des bassins versants, le développement de la circularité de l'eau dans l'usine et l'accès à l'eau potable des communautés.

Ce travail, dont l'objectif est de construire de la connaissance et de l'expérience sur le sujet de la réutilisation des eaux usées traitées (EUT) produites par les sites de production Danone, s'intègre complètement dans le second pilier de cette politique ambitieuse.

Quels sont les objectifs, les bénéfices mais aussi les risques liés à la mise en place de projets de réutilisation des EUT, particulièrement lorsqu'on souhaite les implémenter hors des frontières de l'usine, en partenariat avec des acteurs locaux ? La recherche et l'analyse des opportunités de réutilisation de 4 sites pilotes permettra de définir les freins, les leviers et la méthodologie adéquate à la mise en œuvre de tels projets au sein du Groupe.

Danone – Evian les Bains (74)



**Joas
DESSERRE**
25 ans

Master Conseil &
Stratégie
Toulouse Business
School

Biodiversité et finance durable : quelle méthodologie d'analyse des impacts et des dépendances à l'égard de la biodiversité adopter pour un investisseur institutionnel du secteur de la santé ? Une étude comparative de trois méthodologies

Longtemps dans l'ombre des risques climatiques, la question du déclin de la biodiversité apparaît désormais comme source de risques sur le plan environnemental pour les investisseurs. Pour Harmonie Mutuelle, 1^{re} mutuelle santé de France et investisseur institutionnel, la destruction de la diversité biologique représente un risque pour la santé de ses adhérents, mais également des risques financiers et extrafinanciers dans le cadre de ses investissements.

Les évolutions réglementaires françaises et européennes ainsi que les connaissances scientifiques incitent, au travers du « principe de double matérialité », les acteurs du système économique et financier à identifier et quantifier les impacts de leurs activités sur la biodiversité, mais également leurs dépendances vis-à-vis des services écosystémiques.

L'objectif principal de cette thèse est d'identifier la méthodologie d'évaluation d'impacts et de dépendances à l'égard de la biodiversité la plus robuste pour répondre aux besoins d'un investisseur institutionnel comme Harmonie Mutuelle.

Afin de recommander une méthodologie adéquate à Harmonie Mutuelle, la thèse portera sur une étude comparative de trois méthodologies concernant 24 entreprises du secteur agroalimentaire. Les méthodologies étudiées sont à la fois internes, développées à partir des outils d'Harmonie Mutuelle, et externes, avec les données d'Iceberg Data Lab et de Carbon 4 Finance & CDC Biodiversité.

Harmonie Mutuelle – Nantes (44)



**Céleste
GRILLET**
25 ans

Ingénieur
ESPCI Paris

M2 Renewable Energy
System and Technology
Ecole Polytechnique
Palaiseau

Impact de l'intégration des enjeux environnementaux sur le métier de conseil en stratégie

Les entreprises intègrent de plus en plus les enjeux environnementaux à leur stratégie globale pour répondre à des pressions diverses (réglementaires, réputationnelles, changement de demande consommateur, nouveaux marchés, menace du changement climatique sur leur activité de cœur, critères des investisseurs, raison d'être ...).

Cette tendance se répercute sur les problématiques que ces entreprises soumettent aux cabinets de conseil en stratégie. Les cabinets de conseil ont pour métier de les accompagner dans la prise de décisions, l'optimisation de leurs opérations, la mise en place de gouvernance adaptée et la définition de leur positionnement stratégique.

Cependant intégrer une expertise liée aux enjeux environnementaux aux solutions proposées par le cabinet nécessite une adaptation structurelle, un renforcement de compétence mais aussi une méthodologie nouvelle pour articuler des analyses extra-financières avec des indicateurs financiers traditionnels dans la prise de décision.

Il est intéressant d'étudier l'impact de cette tendance sur les activités du cabinet et de réfléchir à comment prévoir et organiser cette évolution pour permettre au cabinet de se positionner comme un acteur concurrentiel capable de répondre à ces nouveaux enjeux clients et de participer activement à l'avènement de modèles d'activités plus durables

A.T. KEARNEY - Paris



**Kaelig
GUERNIGOU**
23 ans

Magistère de Sciences
de Gestion
*Université Paris-
Dauphine*

Les spécificités de la démarche RSE d'un éco organisme : le cas d'ecosystem et de ses opérateurs de logistique et de traitement.

En France, les responsables de la mise sur le marché de certains produits sont tenus d'organiser ou de financer leur fin de vie. Afin de répondre à cette obligation réglementaire, les producteurs se rassemblent pour former les éco organismes, des structures, à but non lucratif, agréées par l'Etat.

Les éco organismes opérationnels sont les chefs d'orchestre de leur filière. Ils sous-traitent la prestation de collecte, de dépollution et de recyclage des déchets et sont en relation avec de nombreuses parties prenantes. La protection de l'environnement est au cœur de leur métier, mais leur faible nombre d'employés les place hors champ de toute obligation réglementaire en matière de reporting extra-financier. Ils sont néanmoins plusieurs à avoir construit une démarche RSE volontaire.

L'objectif de ce travail est d'étudier les spécificités de la démarche RSE d'un éco organisme, à travers le cas d'ecosystem, devenu entreprise à mission en juin 2021. Agréé pour la collecte, la dépollution et le recyclage des déchets électriques et électroniques, son périmètre d'activité s'est étendu à l'allongement de la durée de vie des produits, avec la loi AGECE. Ce travail s'inscrit donc dans la réflexion menée par ecosystem sur le déploiement opérationnel de ses engagements environnementaux et sociétaux.

ecosystem - Paris



**Olivier
JAMES**
26 ans

Ingénieur généraliste
ECE Paris

Mise en place d'un outil de quantification matière et carbone pour accompagner la conception d'ouvrages spécifiques aux gares de SNCF G&C.

L'agence d'architecture AREP, filiale de SNCF Gares et Connexions, développe des outils qui permettent d'intégrer une démarche environnementale à l'ensemble des projets de gare de la SNCF. Sa proximité avec sa maîtrise d'ouvrage Gares & Connexions permet à AREP de jouer un véritable rôle dans la proposition d'améliorations des pratiques de conception dans les projets.

Ces améliorations portent notamment sur les enjeux des matériaux et d'empreinte carbone associés à la construction des différents ouvrages de gare. En effet, l'impact environnemental de la construction des gares est considérable, comme toute opération de construction. Les émissions de la construction du bâtiment représentent en effet 10% des émissions mondiales liées à l'énergie.

Pour répondre aux difficultés des quantifications matière et carbone sur des projets spécifiques, une solution d'évaluation est proposée. Celle-ci vise à définir des quantités moyennes de matériaux utilisés et de carbone émis par unité de taille pour chaque ouvrage « type ». Ces quantités « standards » ont été définies pour trois ouvrages récurrents dont l'abri de quai. Il est donc maintenant possible pour un projet d'abri d'appliquer ces moyennes afin d'estimer rapidement les quantités de matériaux utilisés ainsi que leur impact carbone selon la taille de ce projet. Des stratégies d'éco-conception pertinentes peuvent alors être déterminées par AREP dès les premières phases du projet et proposées à sa MOA. Une méthode est aussi développée pour appliquer cette solution à d'autres ouvrages.

SNCF Gares et Connexions - Paris



Yanis

JATTI

24 ans

Ingénieur généraliste
IMT Douai

Stratégie carbone de TotalEnergies : Quels sont les obstacles et leviers techniques, économiques et structurels pour atteindre la neutralité carbone dans le secteur de l'énergie ? L'exemple des petites usines de la compagnie TotalEnergies

TotalEnergies, parmi les plus grands énergéticiens au monde, est implantée dans plus de 130 pays. Aujourd'hui, bien que son activité soit à 95% dans le secteur pétrochimique et gazier, TotalEnergies a d'ores et déjà engagé sa transformation en devenant une entreprise multi-énergies. Dans ce contexte, Total s'est renommée en TotalEnergies, démontrant ainsi son développement vers la production et la vente de solutions bas carbone.

Afin de répondre à une demande en énergie plus propre, TotalEnergies s'est engagée à la neutralité carbone d'ici 2050 ou avant. Pour atteindre son objectif de neutralité carbone de ses opérations, TotalEnergies a créé en 2019 la CO₂ fighters squad. La squad a pour mission de promouvoir et d'accélérer le déploiement de projets grâce aux solutions bas carbone de la Compagnie.

La thèse exposera les principes de la neutralité carbone pour les entreprises dont la stratégie de TotalEnergies. Ensuite, nous verrons dans quelle mesure une task force contribue à la mise en place de leviers d'action concrets pour décarboner ses opérations, illustré par le cas des petites usines de la Compagnie. Enfin, la thèse questionnera les aspects économiques, techniques et structurels se plaçant comme moteurs ou limites de la neutralité carbone vis-à-vis de l'intérêt climatique mondial.

TotalEnergies – Paris La Défense



Camille

JEUNESSE

31 ans

Bachelor en
administration
HEC Montréal

M2 International supply
chain
*Université Paris-
Dauphine*

7 ans d'expérience dans
les Achats indirects
(secteur automobile)

La gestion des risques climatiques pour les PME et ETI – le cas DIAM

La multiplication des catastrophes naturelles que nous observons actuellement, ouragans, canicules, inondations, feux destructeurs traduisent les effets directs du réchauffement climatique qui promet de s'accroître dans le futur. Afin de se prémunir de ces nombreux aléas climatiques, les organismes de notation ainsi que les assureurs encouragent de plus en plus les entreprises à réfléchir à des stratégies d'adaptation face aux effets du réchauffement climatique mais aussi à anticiper des réglementations gouvernementales visant à les atténuer.

Afin de garantir leur survie dans un monde possiblement chaotique dans l'avenir, de nouveaux standards et méthodologies permettent d'aider les entreprises à mieux identifier et évaluer leur risques et opportunités liés au climat. Ceci leur permet d'adapter leur stratégie business et de mettre en place des plans d'actions efficaces afin d'augmenter, dès aujourd'hui, la résilience de leur organisation.

Cependant, ces outils ou processus peuvent être plus ou moins aisés à mettre en place selon les entreprises. En effet, les ETI et PME, par exemple, peuvent parfois manquer de ressources ou d'expertise pour faire une analyse rigoureuse de leurs risques et opportunités.

L'objectif de cette thèse professionnelle est de comprendre les forces et faiblesses des ETI/PME afin de mieux adapter cette méthodologie pour les entreprises ne détenant pas les moyens d'une multinationale. Cette méthodologie sera ensuite expérimentée au sein de DIAM, une ETI évoluant à l'international dans le secteur de la PLV (Publicité sur Lieu de Vente).

DIAM – Les Mureaux (78)



**Mathilde
LACAZE-
MASMONTEIL**

24 ans

Élève-avocate
Spécialisée en droit de
l'environnement

Master 2 Droit de
l'Environnement
Université Paris-Saclay

Mettre en place un système de management intégré au sein d'une entreprise spécialisée dans le traitement des déchets radioactifs : enjeux, défis et perspectives.

Le secteur du traitement des déchets radioactifs prend une place exponentielle à l'heure du renouvellement du parc nucléaire vieillissant, et le cahier des charges s'alourdit continuellement, avec notamment la nécessité pour les acteurs d'avoir mis en place un système de management intégré (SMI).

Le SMI permet de prétendre notamment aux certifications ISO 9001, relative au système de management de la qualité (SMQ) et ISO 14001, afférente au système de management environnemental (SME). Le SMI impose l'organisation d'une activité en processus après analyse fine de ses parties prenantes et de leurs besoins et exigences, et des ressources propres à l'organisme visé.

Cyclife SAS est confrontée aux défis de l'enjeu des certifications qu'elle doit aborder au regard de son statut particulier de société qui porte une « double casquette » : assujettie d'une part aux politiques du groupe EDF en tant que filiale, et d'autre part maison-mère de plusieurs filiales exerçant pour certaines des activités opérationnelles de traitement des déchets radioactifs.

Cette thèse fera de la direction juridique de Cyclife SAS le laboratoire pour l'implémentation et la pertinence de cette méthodologie en processus, notamment dans le cadre de l'ISO 9001.

L'objectif sera d'exposer la méthodologie permettant à une entreprise à hauts enjeux politiques, stratégiques, énergétiques et environnementaux d'améliorer ses processus commerciaux et organisationnels, et de démontrer comment la mise en place d'un tel système de management peut lui permettre de répondre à une démarche de responsabilité sociétale et environnementale (RSE).

CYCLIFE SAS – Paris La Défense



**Solène
LE PAPE**

24 ans

Master de Géo-
Economie Appliquée
Sciences Po Bordeaux

**L'expert et le renforcement des capacités individuelles.
Cas de la gestion communautaire des systèmes d'approvisionnement en eau potable en zone rurale au Lesotho.**

Hydroconseil et Urbaconsulting, deux sociétés du groupe Global Development, sont des bureaux d'ingénierie-conseil spécialisés dans le développement de l'accès aux services essentiels dans les pays du Sud (eau, assainissement, déchets, énergie...). Ils réalisent de nombreuses prestations de renforcement des capacités auprès d'opérateurs privés, d'organisations publiques mais également auprès de communautés.

C'est le cas du projet que mène Hydroconseil au Lesotho : financé par l'UNICEF, la prestation vise à renforcer les capacités des communautés rurales, en charge de la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau dans les villages, afin d'améliorer la gestion de l'eau et de soutenir une démarche d'adaptation aux impacts du changement climatique.

Le renforcement des capacités de communautés rurales du Sud n'est pas une tâche aisée pour les experts (qu'ils soient du Nord ou du Sud). Les préoccupations des communautés rurales sont très éloignées du langage technique de l'expert et des contraintes et concepts imposés par ses financeurs. En s'appuyant sur l'étude de cas du Lesotho, cette thèse professionnelle tentera de proposer une réflexion sur l'approche qu'un expert peut adopter face à des communautés rurales au cours d'une prestation de renforcement des capacités, ainsi qu'aux méthodes qu'il peut employer pour tenter d'assurer un accompagnement effectif des communautés dans la gestion de l'eau.

Hydroconseil/ Urbaconsulting – Avignon (84)



**Samuel
LECHAPTOIS**
24 ans

Master Public Policy,
Energy, Resources,
Sustainability
Sciences Po Paris

Entre innovation et ancrage territorial : le défi de la transition énergétique dans les territoires pour Engie Green

Bien que la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie prévoie un déploiement accéléré des énergies renouvelables dans les prochaines années, de nombreux obstacles viennent freiner ce développement : le manque de foncier et les conflits d'usage, l'intensité concurrentielle et une faible régulation étatique.

Ces différents enjeux imposent une remise en question de l'approche qu'ont les développeurs sur les territoires. De nouvelles pratiques axées sur l'innovation voient le jour mais l'acceptation d'un nouveau type de technologie et sa mise en œuvre ne peuvent être identiques d'un territoire à l'autre. La participation d'Engie Green dans un projet d'agrivoltaïsme dynamique couplant protection des cultures et production d'énergie dans les Pyrénées Orientales et dans un projet de production d'hydrogène vert pour la mobilité en Lorraine en sont des exemples.

L'objectif est donc de développer un cadre propice à la caractérisation, l'analyse et l'évaluation de ces projets innovants, à travers le prisme du territoire et au-delà du seul prisme technologique. Sans nier l'importance d'un soutien à des technologies spécifiques, l'approche défendue encourage les efforts de recherche sur les « innovations de système ».

L'idée retenue est d'appuyer les bénéficiaires d'une collaboration accrue entre Engie Green et les territoires et d'explorer modalités qui permettront de maximiser la « création de valeur territoriale ».

ENGIE GREEN – Montpellier (34)



**Victor
LIMOUSIN**
27 ans

Ingénieur mécanique
UTC Compiègne

*4 ans d'expérience
dans l'industrie
automobile*

Récupération de la chaleur fatale des déchets radioactifs : Enjeux et valorisation d'un projet RSE dans l'industrie nucléaire.

La France tire profit d'une énergie faiblement carbonée grâce à son industrie électronucléaire. Mais cela génère plusieurs contraintes, dont la plus saillante est la gestion des déchets radioactifs de moyenne et haute activité à vie longue. Orano Recyclage (ex-Areva) retraite le combustible usé à des fins de réutilisation en centrale et assure l'entreposage des déchets en résultant.

En attendant le lancement du projet de stockage géologique Cigéo, les déchets radioactifs français sont entreposés sur le site de La Hague. Mais ces matières et déchets dégagent une importante puissance thermique. Les piscines de stockage de combustible usé nécessitent un système de refroidissement énergivore tandis que l'entreposage des déchets ultimes utilise un procédé de refroidissement passif, libérant la chaleur dans la nature.

Cette thèse professionnelle porte sur l'étude de la récupération et la valorisation de la chaleur fatale des combustibles usés en piscines et des déchets vitrifiés entreposés en puits ventilés. La faisabilité technique et les enjeux de sûreté sont analysés, tout comme la viabilité économique. Ce projet s'inscrit dans la démarche Engagement que le groupe Orano a initié en 2020. Ainsi la valorisation de ce projet-ci via la RSE sera étudiée, notamment la désirabilité pour les parties prenantes internes et externes

ORANO – Chatillon (92)



**Stéphanie
LUMBERS**

43 ans

Licence Biologie
Cellulaire et Physiologie
*Université Nice Sophia
Antipolis*
Master en
Management
EDHEC Grande Ecole

*19 ans d'expérience en
marketing produits
cosmétiques et de
parapharmacie*

Quels rôles peuvent jouer les mécanismes de crédits plastiques dans la lutte contre la pollution des emballages plastiques ?

Solide, durable, léger et bon marché, le plastique s'est imposé comme le matériau idéal pour les emballages et imprègne nos modes de consommation. L'utilisation exponentielle des produits plastiques à usage unique reflète l'échec systémique de notre modèle d'économie linéaire et cause des impacts importants sur les écosystèmes et la santé humaine

Dans le cadre de réglementations plus contraignantes et d'une prise de conscience croissante du grand public, les entreprises s'impliquent dans la baisse de leur empreinte plastique en se fixant des objectifs de réduction, de réutilisation et de recyclabilité. Ce dernier se heurte à de nombreuses limites qui freinent les investissements et expliquent les taux très bas de traitement des emballages plastiques.

Le concept de crédits plastiques est un nouveau mécanisme de transition qui permet aux producteurs d'emballage de faire de *l'offsetting* en finançant l'élimination de plastique présent dans la nature pour permettre l'atteinte de leurs objectifs de neutralité plastique. Pour ses défenseurs, il permet de financer des filières de fin de vie dans les pays dépourvus d'infrastructures mais les risques de dérives ou de *greenwashing* sont élevés. Cette étude portera donc sur la manière dont les crédits plastiques peuvent s'intégrer dans les solutions de réduction de l'empreinte plastique à l'intérieur et à l'extérieur de la chaîne de valeur des entreprises et la pertinence de ces mécanismes pour l'amélioration de la durabilité des emballages.

ECOCERT Environnement - Paris



**Cécile
MARIETTE**

24 ans

Master Comptabilité
Contrôle Audit
*Université Paris
Dauphine*

La définition réglementaire d'un fonds d'investissement socialement responsable

« Ce n'est qu'avec l'aide du secteur financier que nous pourrions combler le déficit de financement annuel de 180 milliards d'euros pour atteindre nos objectifs climatiques et énergétiques, contribuant ainsi à assurer un avenir durable aux générations futures. » - Valdis Dombrovskis, vice-président pour la stabilité financière de la Commission Européenne.

Depuis 20 ans, la finance durable s'accélère sans cadre réglementaire. Les trois plus grandes institutions françaises ambitionnent de gérer la totalité de leurs encours selon une approche d'investissement socialement responsable (ISR). L'enjeu de la définition de l'ISR atteint donc son paroxysme pour lutter contre l'écoblanchiment.

Depuis 5 ans, un droit de la finance durable international émerge des pratiques de marché existantes. Ce nouveau modèle financier intégrant les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) saura-t-il répondre aux contraintes financières et aux limites planétaires ?

Cette thèse professionnelle propose une cartographie des réglementations encadrant les fonds ISR. L'analyse des résultats questionne la pertinence de cette définition réglementaire de l'ISR au regard des enjeux sociaux et environnementaux.

BNP ASSET MANAGEMENT - Paris



**Mirana
MENGIN**

24 ans

Master en Stratégie et
Communication des
Organisations
Sciences Po Lille

Réduction de l’empreinte carbone et émissions du Scope 3 : comment mobiliser les partenaires de l’écosystème de Movin’On LAB ?

Inspiré et créé par Michelin, Movin’On LAB est un Think and do Tank composé de 27 entreprises qui partagent leurs expertises et réflexions pour innover dans la mobilité durable.

Collectivement, ces entreprises émettent de manière directe plus de 170 millions de tonnes CO2-eq par an (Émissions de scope 1 et 2). Afin de respecter la trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre fixée par les accords de Paris, leurs efforts de décarbonation doivent s’appliquer sur l’ensemble des chaînes de valeur, en prenant en compte un vaste écosystème d’acteurs (clients, fournisseurs, sous-traitants...). En raison de sa complexité, la comptabilisation de ces émissions indirectes (de scope 3) peut être une excuse pour ne pas agir ou une véritable opportunité de collaboration pour les partenaires de Movin’On LAB.

L’objectif de ce travail est double : d’une part, il s’agit d’analyser et de partager les stratégies des entreprises en matière de réduction des émissions de CO2 afin d’identifier leurs difficultés et des opportunités de collaboration ; de plus, plusieurs recommandations sont formulées afin d’intégrer les exigences climatiques de manière systématique dans les activités de Movin’On, et ainsi de mobiliser davantage les départements stratégie et développement durable des partenaires.

Michelin – Boulogne Billancourt (92)



**Arnaud
MOROSOLI**

23 ans

Ingénieur
Généraliste
*Ecole
Supérieure
d’Ingénieur
Léonard de
Vinci*

Quelles implications des transitions numériques et environnementales pour le Lot Technique Chauffage - Ventilation - Climatisation dans le bâtiment – Le cas Lefort Francheteau

Le secteur du bâtiment et précisément du résidentiel-tertiaire est l’un des plus gros consommateurs d’énergie (finale) et émetteur de carbone. Dans la suite de la Stratégie Nationale Bas-Carbone, le cadre réglementaire autour du monde du BTP évolue : suite notamment à l’expérimentation E+C-, la réglementation environnementale RE2020 va elle être appliquée après avoir été controversée et révisée ? La transition environnementale impacte également le secteur à travers des réflexions sur l’utilisation de matières premières. L’ACV dynamique permet ainsi d’améliorer la conception en termes de besoins en matières premières et en énergie.

Le secteur est également fortement soumis à des évolutions résultant de la transition digitale, avec l’utilisation de logiciels innovants et la digitalisation, qui ont pour objectif d’optimiser la conception du bâtiment ainsi que sa gestion durant son utilisation.

Est-ce que les deux tendances font bon ménage ? L’étude se concentre sur le lot technique CVC (chauffage, ventilation, climatisation) et analyse comment celui-ci est impacté par ces transitions à la fois environnementale et digitale.

Enfin, à plus long terme, le changement climatique aura également une influence sur l’utilisation du bâtiment. Quels seront les changements et les possibilités d’adaptation pour la CVC et la globalité du bâti ?

LEFORT FRANCHETEAU – Rueil-Malmaison (92)



**Gabrielle
Perier**
23 ans

Ingénieure chimiste
généraliste
*Ecole Nationale
Supérieure de
Chimie
Montpellier*

Quels sont les leviers pour déployer une stratégie Climat robuste et opérationnelle pour le Groupe Servier ?

L'incapacité de lutter contre le changement climatique est l'un des risques majeurs selon le Forum Economique Mondial, et représente donc un défi pour tous. En 2015, à la suite de l'Accord de Paris, certains acteurs privés comme publics se sont ainsi engagés à limiter le réchauffement climatique à 2°C.

Servier, groupe pharmaceutique international, fait partie des entreprises qui se sont engagées à limiter le changement climatique au travers du projet *Servier Climate Commitment*. La trajectoire de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, approuvée par le SBTi (*Science-Based Target initiative*), concerne toutes les activités et toutes les entités du Groupe. Ces objectifs de réduction sont portés par la Direction RSE Groupe, au siège, et l'un des enjeux est donc le déploiement de cette stratégie climat.

Ainsi, l'objet de cette étude est d'identifier les leviers pour déployer la stratégie climat et suivre la trajectoire de réduction de Servier. Dans un premier temps, la réalisation de l'empreinte carbone et l'analyse de ce qui est déjà mis en place permet d'établir un état des lieux. Ensuite, une analyse des résultats, une étude des pratiques externes et les actions mises en place pourront être un appui au déploiement d'une stratégie climat robuste et opérationnelle.

SERVIER – Suresnes (92)



**Mickael
RAOUL-VIGNAL**
30 ans

Master en
management
*Kedge Business School
Bordeaux*

*5 ans d'expérience
dans le secteur des
vins & spiritueux*

Identification de déterminants individuels favorables à la transition dans le secteur bancaire : le cas de La Banque Postale.

Pour les établissements bancaires le plan d'action pour la finance durable de la Commission Européenne va nécessiter des changements conséquents du métier de banquier. En imposant une meilleure prise en compte des risques de durabilité et des impacts aux acteurs financiers, via la transparence, le législateur espère mobiliser massivement les flux de capitaux en faveur de la TEE. Par ailleurs, La Banque Postale déploie son nouveau plan stratégique construit autour de la "Transition Juste" qui induit lui aussi un bouleversement notable dans la manière de construire les produits bancaires, d'investir ou d'octroyer des financements.

Le but de cette étude est d'identifier des aptitudes individuelles qui soient de nature à favoriser le succès de ces transformations organisationnelles. Après avoir retenu deux attitudes qui sont des prédicteurs de l'adoption d'actes pro-environnementaux (PPE) et de la capacité d'adaptation aux changements organisationnels (CO), un échantillon de 422 top et middle managers du groupe a été invité à répondre à un questionnaire dans le but d'évaluer ces deux dimensions. Enfin, des actions de renforcement de la PPE et des comportements de CO sont présentées sur la base des résultats de cette enquête.

La Banque Postale - Paris



**Clélie
REYNAUD**
24 ans

Master international
en biodiversité,
écologie et évolution
Université Rennes 1

Les crises, sources de freins et leviers pour les politiques environnementales

Au sein du ministère de la transition écologique, comme au sein de chaque ministère, se trouve un service appelé Service du Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité (SHFDS). Il a pour mission d'assurer la continuité de l'activité et la sécurité des populations lorsqu'une crise survient. Les crises que ce service peut être amené à traiter sont celles qui touchent les domaines d'attribution du ministère de la transition écologique. Entre grève des transports, catastrophe naturelle, menace terroriste, crise sanitaire, le spectre est très large.

Le SHFDS dispose d'un département étude et recherche ayant pour but de créer de la matière pensante et d'améliorer la gestion de crise. C'est dans ce cadre que l'étude a été réalisée.

En chinois, le mot crise se décompose en deux mots : danger et opportunité. L'objectif de cette étude est d'identifier les dangers mais aussi les opportunités qu'offrent les crises pour les politiques environnementales. L'étude se base sur de nombreux entretiens. Elle s'efforce de donner des pistes pour valoriser les opportunités apportées par les crises mais aussi de conseils pour rendre les politiques climatiques plus résilientes face aux dangers des crises.

Ministère de la transition écologique - Paris



**Pierre
SANTERRE
FILLEUX
DARRENTIERES**
24 ans

Ingénieur Génie
Biologique
UTC Compiègne

Quantifier pour faire exister. Étude de la fabrique de données alternatives sur les actions de protection de l'environnement

Pour suivre et évaluer les actions énergie et climat des territoires, il existe un certain nombre de données assez faciles à construire et à récupérer. Il en résulte que l'évaluation des actions se fait majoritairement via ces données et indicateurs, laissant croire que les solutions qu'ils représentent sont les seules envisageables.

Pour élargir le champ des possibles, ce travail initie une démarche de collecte de données sur des thématiques peu quantifiées en Bretagne : la rénovation énergétique et la production de chaleur renouvelable (bois énergie, chaleur solaire, géothermie).

Si ces deux thématiques sont prises comme exemple, le travail a un objectif plus général de développement d'une méthodologie de collecte et de construction des données sur les actions peu quantifiées actuellement. Il vise également à étudier les spécificités des données produites (ou non) par les différents acteurs ainsi que leur capacité à les faire remonter.

Observatoire de l'Environnement de Bretagne – Rennes (35)



**Elsa
SAOUABI**
25 ans

Ingénieure généraliste
ENSGSI - INP Lorraine

2 ans d'expérience
Ingénieure packaging
dans l'industrie
cosmétique

Une entreprise peut-elle apporter une contribution à la hauteur de l'enjeu de neutralité carbone ? Le cas de Veolia

La neutralité n'est définie qu'au niveau des Etats mais les entreprises poussées par la réglementation, leurs clients et leurs investisseurs, prennent désormais des engagements neutralité carbone ou net-zéro.

A l'absence de consensus sur la définition de neutralité carbone s'ajoute la difficulté des entreprises à passer des annonces à la réalisation de projets en vue de réaliser cet objectif. La construction d'une trajectoire de décarbonation reste difficile pour de nombreux acteurs aujourd'hui. Elle implique une certaine expertise sur les leviers d'actions actionnables (scopes 1/2/3), les projets complexes d'énergie verte, les mécanismes de financement, des compétences qui peuvent être mobilisées chez une tierce partie.

Veolia, acteur historique de services à l'environnement, a pour ambition de devenir le champion de la transition écologique. Le groupe pourrait devenir un maillon essentiel pour faciliter la construction et la mise en œuvre de la trajectoire de neutralité de ses clients. L'étude portera sur les moyens mis en place pour atteindre ce positionnement et la nécessaire transformation de ses métiers traditionnels (eau/énergie/déchets) pour être à la hauteur de l'enjeu de la neutralité carbone. Une attention particulière sera portée à la mise en perspective du développement de nouveaux services par rapport au souhait d'exemplarité de Veolia

VEOLIA – Aubervilliers (93)



**Axel
SOCHON**
24 ans

Ingénieur Energie
ENSE3 – INP Grenoble

Facteurs de réussite du déploiement local de la stratégie climat d'une multinationale au sein de ses entités africaines : le cas de Bolloré Logistics

Multiplés sont les raisons qui poussent les entreprises à instaurer des stratégies Climat ambitieuses : augmentation de la sensibilité vis-à-vis du réchauffement climatique, contexte législatif et politique, pression du marché, des parties-prenantes, etc. Bolloré Logistics est une multinationale commissaire de transport. Ce secteur étant fortement émetteur de gaz à effet de serre (GES), l'enjeu Climat prend une dimension stratégique clé pour le développement de l'entreprise.

En ligne avec la méthodologie *Science Based Target*, l'entreprise s'est alors engagée à réduire de 43 % ses émissions de GES en propre d'ici 2027. Cet objectif ayant été fixé en 2017, la réflexion liée à la méthodologie et à un plan d'action global est déjà mature au sein de la société. L'enjeu, aujourd'hui, est de déployer cette stratégie au sein des entités locales. Ces travaux se concentrent spécifiquement sur le déploiement au sein des entités africaines. Le continent africain, par son contexte social, économique et géopolitique, mobilise certains enjeux spécifiques : enjeux environnementaux non-prioritaires, disponibilité technologique moindre, sensibilité au changement climatique contrastée, etc.

Comment optimiser l'opérationnalisation et l'efficacité des actions de réduction de GES au sein des entités africaines ? Quels sont les opportunités, leviers, risques, industriels et organisationnels, internes et externes, locaux et globaux de cette stratégie Climat ? L'analyse se fera à l'aide de données terrains quantitatives et qualitatives ainsi que par une série d'entretiens menés avec les coordinateurs locaux.

BOLLORE LOGISTICS – Puteaux (92)



**Maxime
TRAQUELET**
24 ans

Master en Stratégies
Financières
AUDENCIA Nantes

Evaluation de l'efficacité de l'accompagnement des structures de l'Economie Sociale et Solidaire

Le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA), créé en 2002 à l'initiative de l'Etat, est un dispositif gratuit visant à accompagner des structures de l'Economie Sociale et Solidaire dans la création, la consolidation et le développement de l'emploi par le renforcement de leur modèle économique. Porté par des structures associatives, France Active Île-de-France est chargée d'accompagner les associations, SIAE, GIE et coopératives d'envergure francilienne.

Après bientôt 20 ans d'existence, plus de 60 000 structures accompagnées et de nombreuses réformes, la connaissance de l'impact réel du dispositif est inégalement répartie sur le territoire national. En effet, certains porteurs du DLA n'assurent qu'un suivi partiel et limité tandis que d'autres mettent systématiquement en place des formulaires d'enquête.

Sur la base des valorisations d'impact déjà existantes, des entretiens de suivi réalisés et d'enquêtes par questionnaire sur trois associations œuvrant dans le domaine de l'environnement, ce mémoire cherche à mesurer l'efficacité de l'accompagnement proposé en considération des besoins initiaux qualifiés par les structures. En d'autres termes, le dispositif offre-t-il une réponse adaptée pour professionnaliser les acteurs de l'ESS relevant de la transition écologique ? La finalité étant la mise en place de critères de mesure d'efficacité normatifs standardisés.

FRANCE ACTIVE IdF - Paris



**Louise
VERRIER**
24 ans

Master affaires
publiques et
représentation des
intérêts
Sciences Po Bordeaux

Lutte contre l'artificialisation des sols et développement des énergies renouvelables : des objectifs conciliables ?

Dans leur premier rapport conjoint publié en juin 2021, le GIEC et l'IPBES reconnaissent la nécessité de penser ensemble les enjeux de préservation de la biodiversité et de lutte contre le changement climatique. Jusqu'à aujourd'hui, ces deux enjeux ont souvent été traités séparément. Or, penser chaque enjeu de manière trop ciblée peut être néfaste pour l'autre. C'est notamment le cas pour la lutte contre l'artificialisation des sols et le développement des énergies renouvelables qui, en l'absence de planification stratégique globale, peuvent poursuivre dans certaines hypothèses des objectifs contradictoires.

Débuter par un état de l'art des connaissances sur l'artificialisation des sols permet de montrer que ce phénomène recouvre des réalités très hétérogènes ayant empêché, jusqu'à aujourd'hui, sa prise en compte dans les politiques publiques. La future trajectoire énergétique, quelle qu'elle soit, offrira une part plus importante à l'éolien terrestre et au solaire. Compte-tenu des impacts avérés et non fantasmés de ces deux énergies sur les sols, une planification stratégique permettant d'articuler préservation de ces derniers et transition de la production électrique s'avèrera donc nécessaire. En l'absence d'une telle planification, ce travail vise à formuler des recommandations à un opérateur d'énergies renouvelables comme Boralex pour éviter, réduire voire compenser les effets de l'artificialisation des sols liés à ses activités.

BORALEX - Paris



Océane
VIDCOQ
30 ans

Ingénieur en Science
alimentaire
Polytech Montpellier

*6 ans d'expérience en
innovation produit
dans l'industrie
agroalimentaire*

Comment les entreprises agroalimentaires, en collaboration avec les producteurs et les experts environnementaux, peuvent-elles déployer et évaluer des pratiques agricoles durables dans leur chaîne d'approvisionnement afin d'atténuer leur impact environnemental ?

L'impact environnemental de l'agriculture sur notre environnement est alarmant. Elle représente, à l'échelle mondiale, l'émission de près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre, 25% de l'acidification terrestre et 73% de l'eutrophisation marine et des eaux douces. Elle est un contributeur majeur de la dégradation des terres, de la déforestation et de la perte de la biodiversité.

Quantis a l'ambition d'aider les acteurs agroalimentaires à définir des stratégies environnementales fortes et à les rendre opérationnelles pour transformer au plus vite le secteur. Dans le cadre de la thèse, des entretiens seront menés avec des clients agroalimentaires qui ont envie, ou qui mettent en place, des pratiques innovantes afin de mieux comprendre les défis auxquels ils font face. L'objectif de la thèse est de confronter les résultats des entretiens avec les connaissances scientifiques actuelles et de proposer des pistes d'amélioration.

Comment mettre en place des pratiques agricoles durables dans des chaînes d'approvisionnement mondialisées et souvent complexes ? Comment mesurer les bénéfices environnementaux de ces pratiques et les comptabiliser dans l'empreinte environnementale d'une entreprise ? Mieux comprendre ces sujets et leurs enjeux va permettre d'initier la (co)construction de nouvelles solutions et d'accompagner le secteur dans une transition écologique incontournable aujourd'hui.

QUANTIS - Paris

alternants	9, 10, 14, 15, 16 sept
non alternants	21-oct

PLANNING SOUTENANCES MS IGE 2020-2021

Les soutenances auront lieu à Paris sauf indication contraire

Etudiant		Type de missions (1)	Sujet	Entreprise	Tuteur Entreprise	Tuteur pédagogique	Président	Date	Heure	Salle
BALMISSE	Clara	A	La place des approches bottom-up et des expériences terrain dans la stratégie environnementale de Schneider Electric	SCHNEIDER ELECTRIC	LESTUM Gildas	OOSTERBAAN Jasha	LENGLART Valérie	09-sept	9h00	V119
ACHIGAR	Sophie	A	Construction d'une politique de réduction d'émissions de GES pour une entreprise internationale - cas du groupe Solabia, industriel du secteur de la chimie	SOLABIA	LASSALLE Laurent	DELCHET COCHET Karen	LENGLART Valérie	09-sept	10h15	V119
JEUNESSE	Camille	P	La gestion des risques climatiques pour les PME et ETI	FINANCIÈRE PLATINE	PARFAIT Matthieu	DELCHET COCHET Karen	OOSTERBAAN Jasha	09-sept	11h30	V119
GUERNIGOU	Kaelig	A	Les spécificités de la démarche RSE d'un éco organisme : le cas d'écosystem et des opérateurs de logistique et traitement des déchets	ECOSYSTEM	ASSIMON Pierre Marie	MICHEAUX Helen	LENGLART Valérie	09-sept	14h00	V119
SOCHON	Axel	A	Facteurs de réussite du déploiement local de la stratégie climat d'une multinationale au sein de ses entités africaines : le cas de Bolloré Logistics	BOLLORE LOGISTICS	PIAU Béatrice	DELCHET COCHET Karen	OOSTERBAAN Jasha	09-sept	15h15	V119
LACAZE MASMONTTEIL	Mathilde	A	Mettre en place un système de management intégré au sein d'une entreprise spécialisée dans le traitement des déchets radioactifs : enjeux, défis et perspectives.	CYCLIFE Holding	TISSERAND Perrine	MICHEAUX Helen	OOSTERBAAN Jasha	09-sept	16h30	V119
MOROSOLI	Arnaud	A	Quelles implications des transitions numériques et environnementales pour le Lot Technique chauffage - ventilation - climatisation dans le bâtiment ? Le cas Lefort Francheteau.	LEFORT FRANCHETEAU	BERTINO Jean Baptiste	OOSTERBAAN Jasha	LENGLART Valérie	10-sept	10h15	V119
PERIER	Gabrielle	A	Quels sont les leviers pour déployer une stratégie Climat robuste et opérationnelle pour le Groupe Servier ?	SERVIER monde	LOUVET Emmanuelle	LENGLART Valérie	OOSTERBAAN Jasha	10-sept	11h30	V119

LECHAPTOIS	Samuel	A	Entre innovation et ancrage territorial: le défi de la transition énergétique dans les territoires pour Engie Green	ENGIE GREEN FRANCE	PETIT Maxime	FLORENTIN Daniel BEAUSSIER Thomas	LENGLART Valérie	10-sept	14h00	V119
REYNAUD	Clélie	A	Les crises, sources de freins et leviers pour les politiques environnementales	Secrétariat Général Ministère Transition Ecologique	DESPRES Christian	SMETS Carole	OOSTERBAAN Jasha	10-sept	15h15	V119
BERTHIE	Lenna	P	Impact environnemental et gestion circulaire des déchets : quels outils pour mesurer la performance ? Le cas de Veolia Eau Ile de France	VEOLIA EAU ILE DE FRANCE	FELIERS Cédric	LENGLART Valérie	FLORENTIN Daniel	14-sept	9h00	V119
MENGIN	Mirana	A	Réduction de l'empreinte carbone et émissions du Scope 3 : comment mobiliser les partenaires de l'écosystème de Movin'On LAB ?	MICHELIN	OFFERGELD Alexis	FAUGIER Etienne	DESCAMPS LARGE Cathy	14-sept	10h15	V119
DELPECH	Pauline	A	La réutilisation en externe des eaux usées industrielles : une pratique à développer ? – le cas Danone	DANONE-Eaux minérales Evian	LAFFLY Patrick	LENGLART Valérie	FLORENTIN Daniel	14-sept	11h30	V119
LIMOUSIN	Victor	A	Récupération de la chaleur fatale des déchets radioactifs : Enjeux et valorisation d'un projet RSE dans l'industrie nucléaire	ORANO CYCLE	COCHIN Florence	SEIGNEUR Nicolas	DESCAMPS LARGE Cathy	14-sept	14h00	V119
LE PAPE	Solène	A	L'expert et le renforcement des capacités individuelles. Cas de la gestion communautaire des systèmes d'approvisionnement en eau potable en zone rurale au Lesotho	URBACONSULTING	VALFREY Bruno	FLORENTIN Daniel	DESCAMPS LARGE Cathy	14-sept	15h15	V119
MARIETTE	Cécile	A	La définition réglementaire d'un fonds d'investissement socialement responsable	BNP PARIBAS Asset Management France	VERGER Beatrice	RAMBAUD Alexandre	FLORENTIN Daniel	14-sept	16h30	V119
RAOUL-VIGNAL	Mickael	A	Identification de déterminants individuels favorables à la transition dans le secteur bancaire : le cas de La Banque Postale.	LA BANQUE POSTALE	SCHEFFLER Anne Marie	CHENET Hugues	OOSTERBAAN Jasha	15-sept	9h00	V119
SANTERRE FILLEUX DARRENTIERES	Pierre	A	Quantifier pour faire exister. Étude de la fabrique de données alternatives sur les actions de protection de l'environnement	Observatoire Environnement Bretagne	PAYSANT-LEROUX Thomas	DENIS Jerome	FLORENTIN Daniel	15-sept	10h15	V119
BERNARD	Nicolas	A	Les cartographies de parties prenantes et la raréfaction de l'eau, l'approche sociétale d'EDF hydro	EDF	MANIÈRE Dorothée	BRONES Fabien	OOSTERBAAN Jasha	15-sept	11h30	V119

TRAQUELET	Maxime	A	Evaluation de l'efficacité de l'accompagnement des structures de l'Economie Sociale et Solidaire	FRANCE ACTIVE ILE DE FRANCE	NICOLAS Régis	BRONES Fabien	LENGLART Valérie	15-sept	14h00	V119
DESSERRE	Joas	A	Biodiversité et finance durable : quelle méthodologie d'analyse des impacts et des dépendances à l'égard de la biodiversité adopter pour un investisseur institutionnel du secteur de la santé ? Une étude comparative de trois méthodologies	HARMONIE MUTUELLE	DE BORNE Typhaine	BOCQUET Rodolphe	OOSTERBAAN Jasha	15-sept	15h15	V119
VERRIER	Louise	A	Lutte contre l'artificialisation des sols et développement des énergies renouvelables : des objectifs conciliables ?	BORALEX PARIS	ROBIN CHEVALLIER Lucas LOISEAU Philippe	LENGLART Valérie	FLORENTIN Daniel	15-sept	16h30	V119
GRILLET	Céleste	A	Impact de l'intégration des enjeux environnementaux sur le métier de conseil en stratégie	A.T. KEARNEY	DEBARRE Romain	DESCAMPS LARGE Cathy	LENGLART Valérie	16-sept	9h00	V119
JATTI	Yanis	A	Stratégie carbone de TotalEnergies : Quels sont les obstacles et leviers techniques, économiques et structurels pour atteindre la neutralité carbone dans le secteur de l'énergie ? L'exemple des petites usines de la compagnie TotalEnergies	TOTAL SA	PRISSE Florian	DESCAMPS LARGE Cathy	FLORENTIN Daniel	16-sept	10h15	V119
BARTHS	Alexandre	A	Du logement à l'habitat, adopter une vision systémique et à long terme pour construire la ville durable	CDC HABITAT SOCIAL	BLASCO Sandrine	OOSTERBAAN Jasha	FLORENTIN Daniel	16-sept	14h00	V119
SAOUABI	Elsa	P	Une entreprise peut-elle apporter une contribution à la hauteur de l'enjeu de neutralité carbone ? Le cas de Veolia	VEOLIA	PEYRARD Alice	FLORENTIN Daniel	OOSTERBAAN Jasha	16-sept	15h15	V119
JAMES	Olivier	A	Mise en place d'un outil de quantification matière et carbone pour accompagner la conception d'ouvrages spécifiques aux gares de SNCF G&C.	SNCF MOBILITES – Gares et connexions	FRANCOIS Louise	FLORENTIN Daniel	DESCAMPS LARGE Cathy	16-sept	16h30	V119
LUMBERS	Stéphanie	S	Quels rôles peuvent jouer les mécanismes de crédits plastiques dans la lutte contre la pollution des emballages plastiques ?	ECOCERT	MORERA Liana	OOSTERBAAN Jasha	LENGLART Valérie	21-oct	9h30	V119
VIDCOQ	Océane	S	Comment les entreprises agroalimentaires peuvent-elles déployer et évaluer des	QUANTIS	DE	BEAUSSIER	OOSTERBAAN	21-oct	11h00	V119

			pratiques agricoles durables dans leur chaîne d'approvisionnement afin d'atténuer leur impact environnemental ?		MORAND Isabelle	Thomas	Jasha			
PUECHMAILLE	Charlotte	CDI		WITHINGS		DELCHET COCHET Karen		report 2022		

(1) Apprentissage
 Professionnalisation
 Stage ou **CDI**